

Janvier 2023

Cette lettre de veille signale des publications récentes traitant de l'évolution des mondes agricoles, comportements alimentaires, ruralités et territoires, modes de vie, réseaux sociaux, opinions et représentations, actions collectives, etc. Les textes sont aussi à retrouver sur le blog de veille du CEP <https://www.veillecep.fr>.

Florent Bidaud, Chargé de mission Veille sociale, Bureau de la veille

Les agriculteurs dans les processus de transition alimentaire



La revue *Géocarrefour* a consacré fin 2022 un dossier, réparti sur deux numéros, aux évolutions des systèmes alimentaires vers davantage de durabilité. Plusieurs contributions s'intéressent au rôle des agriculteurs dans ces processus.

J. Pahun (Inrae) examine ainsi [le volet agricole des politiques alimentaires locales](#) : marchés signés pour approvisionner les cantines, attributions de terres, etc. Elle a réalisé une centaine d'entretiens, en 2017-2019, dans les régions Bretagne, Grand-Est et Occitanie, avec des élus locaux, fonctionnaires territoriaux, syndicalistes agricoles et agents d'accompagnement. La [répartition des compétences](#) entre collectivités (régions, départements, agglomérations) « structure leurs possibilités d'intervention ». Les Conseils régionaux sont devenus des chefs de file et ils disposent de visions stratégiques, de ressources humaines et d'expertises. Mais, selon l'auteure, ils seraient « sous l'emprise des groupes d'intérêts locaux agricoles », désormais régionalisés. Dans certains cas, le changement est freiné par la proximité entre élus, syndicalistes et agriculteurs, et par la place des chambres d'agriculture comme points de passage obligé pour la déclinaison des politiques des Régions. Les agriculteurs sont en revanche moins représentés dans les métropoles et les centres urbains, qui ambitionnent des ruptures plus franches avec l'existant. Pour contourner les blocages, les villes tendent à doubler les partenariats avec les chambres par des accords avec d'autres organisations agricoles telles que le réseau Inpact (Montpellier) ou l'Opaba (Strasbourg).

Prenant pour objet la multiplication des appels à projets d'installation agricole depuis 2015, C. Margétic et P. Guillemain (Nantes Université et Inrae) font l'hypothèse de la diffusion, au-delà du soutien au maraîchage de proximité, d'[une nouvelle norme implicite d'action publique territoriale](#). La « création ex nihilo » de nouvelles exploitations par les pouvoirs publics, sur le modèle standardisé de la micro-ferme multifonctionnelle, est avant tout dirigée vers des candidats hors monde agricole. L'article compare les cas de Nantes, Caen et Alençon, où les mêmes outils ont été mis en œuvre. Les résultats sont contrastés, allant de la réussite à l'échec, faute d'offre foncière adéquate, de technicité des candidats, d'accompagnement, etc. Pour encourager des changements à plus grande échelle, les auteurs suggèrent de mieux prendre en compte le contexte agricole local, par exemple en accompagnant des diversifications légumières en grandes cultures, « modèles qui répondent déjà tant aux besoins logistiques qu'aux prix du marché de la restauration collective ».

Enfin, signalons la contribution de M. Hulot (CNRS), qui s'intéresse à [« l'assiette des ménages agricoles »](#) en Île-de-France. Elle souligne notamment la diversité des rapports à l'auto-consommation suivant les profils d'exploitations, ainsi que la tendance à l'entre-soi dans les réseaux de sociabilité formés autour des démarches de transition alimentaire (circuits courts et de proximité, etc.).

Source : *Géocarrefour*

<https://doi.org/10.4000/geocarrefour.18865>

<https://doi.org/10.4000/geocarrefour.18870>

Travail détaché en agriculture : monographie d'une agence d'intérim international

La revue *Migrations Société* dresse [un bilan de 25 ans de travail détaché](#) dans différents secteurs (construction navale, logistique, agroalimentaire). Un article de F. Décosse, E. Hellio et B. Mésini (CNRS) y retrace l'histoire de [l'entreprise de travail temporaire espagnole Campo Verde](#), qui a notamment permis à l'arboriculture provençale d'accéder, depuis les années 2000, à une main-d'œuvre à bas coût et flexible. « Poids lourd du secteur », avec 2 780 intérimaires détachés en 2018, son fonctionnement repose sur l'articulation de trois logiques : constitution d'un stock de main-d'œuvre acheminé en bus depuis l'Espagne et logé sur place dans l'attente d'une affectation ; mobilisation en « juste-à-temps », par camionnettes, suivant les demandes des entreprises utilisatrices ; « fidélisation » des meilleurs éléments. Les intérimaires sont des Latino-Américains, des Marocains et des Africains de l'Ouest, titulaires d'un titre de séjour temporaire espagnol ne leur permettant pas d'être employés directement en France. Ce montage juridique contourne les règles françaises sur l'entrée et le séjour des étrangers, ainsi que celles de la protection sociale. En mai 2021, l'entreprise a finalement été sanctionnée (dissolution, amende). Selon les auteurs, on aurait alors atteint un « point de rupture », l'État cherchant désormais à décourager le recours à cette modalité d'emploi. Toutefois, l'activité de ce type d'agences se poursuivrait au travers d'autres entités juridiques. En complément, signalons [un entretien](#) avec un travailleur employé par Campo Verde.

Source : *Migrations Société* <https://doi.org/10.3917/migra.190.0105>

Vente d'insectes auxiliaires et conseil : fidélisation, captation, concurrence

L. Bonnaud (Inrae) et G. Anzalone (ESA Angers) consacrent un article au fonctionnement du marché des auxiliaires de biocontrôle. En culture de tomates sous serre, où une punaise est utilisée à la place ou en complément de traitements phytosanitaires, un nombre réduit d'entreprises fournit les producteurs. Le conseil est un levier de leur développement. Il comporte plusieurs dimensions : connaissance des produits (mise en place des insectes dans les serres, compatibilité avec les pesticides, suivi sanitaire des serres), démarchage (notamment *via* des essais), fidélisation. Mais loin d'être des clients captifs, les producteurs parviennent, en organisant les passages dans leurs exploitations, à « mettre à leur service des conseillers d'entreprises concurrentes, selon ce qu'ils considèrent le plus intéressant pour eux ».

Source : *Sociologie du travail* <https://doi.org/10.4000/sdt.42358>

Coexistence difficile entre élevage pastoral et agriculture en Afrique subsaharienne

Comme le montre un numéro récent d'*Afrique contemporaine*, les relations entre communautés d'agriculteurs et éleveurs transhumants (ou nomades) sont de plus en plus tendues, voire violentes, en Afrique subsaharienne. P. Jacquemot (IRIS) explique, dans une [revue de littérature, que](#) les antagonismes observés au Sahel, au lac Tchad, au nord du Nigeria, dans la région des Grands Lacs, au Darfour ou en Afrique de l'Est, ne sauraient être réduits à un conflit entre pasteurs et agriculteurs. Il pointe une crise multidimensionnelle, exacerbée par une « grave insécurité ambiante » : dégradation des ressources pastorales sous l'effet du changement climatique, extension des fronts pionniers agricoles, passages de frontières difficiles, etc. Les articles consacrés au Tchad, au Nigeria et au Cameroun soulèvent également le problème de la présence effective des appareils d'État et de la montée d'une insécurité politico-militaire dans la région.

Source : *Afrique contemporaine* <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2022-2.htm>

L'aide alimentaire au sommaire de *France, portrait social*, édition 2022

Cette publication annuelle de l'Insee consacre, en 2022, un article aux bénéficiaires de l'aide alimentaire. Les « recourants » s'adressent à un type de distribution plutôt qu'un autre, avant tout en fonction de leurs situations familiales et d'habitat. La majorité vit dans son propre logement et reçoit des aides non alimentaires. Ceux qui ne reçoivent aucun autre soutien sont plus souvent sans logement personnel, immigrés ou âgés. En 2021, quatre bénéficiaires sur cinq signalent des difficultés quant à leur alimentation (nécessité de réduire les quantités, la variété des aliments, etc.). De manière plus générale, leurs conditions de vie sont particulièrement difficiles et ces ménages se situent, le plus souvent, parmi les plus pauvres des personnes en situation de pauvreté monétaire.

Source : Insee <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6535307>